

Déclaration fracassante des altogovéens libres

« Il ne saurait être question de faire porter à la province du Haut-Ogooué, la responsabilité d'un passage en force »

Ainsi, s'expriment les ressortissants du Haut-Ogooué. Lesquels demandent désormais que la Constitution de la République soit respectée et que de fait, la candidature d'Ali Bongo puisse être invalidée. Tels sont, d'après eux, les gages de la stabilité sociale et de la préservation du vivre-ensemble.

Orca Boudiandza Mouele

Le 14 juillet dernier, alors que la France commémorait, à travers la prise de la Bastille en 1789, la fin du despotisme, à la Chambre de commerce de Libreville, à la faveur d'une déclaration, les Altogovéens libres, notamment François Banga Eboumi (le porte-parole), Isidore Célestin Djenno, Pascal Oyougou, Didier Taba Odounga, Michel Ongoundou-Lounda, Albert Yangari, Chantal Myboto, Philibert Andzembe, Brigitte Ossibi, Léon Paul Ngoulakia et bien d'autres, ont affirmé leur volonté de voir la Constitution être respectée. En plus de relever à la face du monde que la deuxième province du Gabon ne saurait être tenue pour responsable d'un passage en force perpétré par Ali Bongo. A travers ce rassemblement de la Chambre consulaire, les ressortissants du Haut-Ogooué (résidents ou de passage à Libreville) se rendaient



Pour Banga Eboumi, « ce pouvoir a fait plus de mal que de bien à cette province ».

politiquement libres et indépendants de l'actuel locataire du palais du bord de mer. Pour preuve, François Banga Eboumi et les autres Altogovéens libres ont exigé le strict respect de notre Constitution, en ce qui concerne le scrutin du 27 août prochain. « Pour éviter que pareille forfaiture ne se reproduise, nous Altogovéens libres, exigeons haut et fort que la Cenap et la Cour



Les Altogovéens ne veulent plus du pouvoir maudit des Bongo.

constitutionnelle respectent scrupuleusement l'esprit et la lettre de la Constitution de notre pays, particulièrement l'article 10. Dans ce débat, les Altogovéens doivent prendre le parti de l'égalité pour ne pas rentrer dans l'histoire à reculons », ainsi s'est exprimé le porte-parole. Même si les acteurs de cette déclaration ont conscience que cette démarche sera considérée par nombreux de leurs frères planqués dans les ar-

canes du pouvoir, comme un acte d'infidélité, François Banga Eboumi demande de transcender les considérations mesquines pour privilégier l'intérêt supérieur de la Nation : « Vous devez être capables de discernement, au lieu de subir un suivisme dévastateur et sans lendemain. Vous devez privilégier (...) l'intérêt national, en vous inscrivant dans le mouvement du changement véritable engagé sur l'ensemble du territoire ».

Pour les auteurs de cette déclaration, la détention du pouvoir par une famille originaire du Haut-Ogooué, n'a jamais servi les intérêts des Altogovéens. Bien au contraire, sur le plan humain, souligne à nouveau Banga Eboumi, le Haut-Ogooué est la seule province où l'homme a été considéré comme un supplétif destiné à protéger un pouvoir dont il ne tire aucun bénéfice supérieur à celui des autres provinces du pays.

Au bilan, rajoute l'ancien ambassadeur, le Haut-Ogooué compte très peu d'ingénieurs, de médecins, de pharmaciens, d'avocats ou d'enseignants. Et pour cause, poursuit le porte-parole des Altogovéens libres, de nombreux jeunes Altogovéens ont été enrôlés dans les forces de défense et de sécurité, pour en faire des remparts contre toutes velléités de changement de système politique.

Par ailleurs, pour les Altogovéens libres, la deuxième province du Gabon compte ses martyrs du système PDG-Bongo. Et François Banga Eboumi de déplorer « (...) la

perte de Pascal Ndouna-De-penaud, du général Léon Ossiali Ongaye, des Colonels Jean-Marie Djoué Dabany et Alphonse Layigui, du Commandant Guy Norbert Aissat, du Capitaine Alexandre Mandja Ngokouta, du député Ayatsou. (...) tous les anonymes des crimes rituels, pour lesquels, les enquêtes n'ont jamais abouti ». Tant de morts, de souffrances qui justifient enfin, que l'on tourne la page. Tourner la page pour mieux revenir et se reconstruire... Signalons que quelques jeunes complètement drogués, arborant des tee-shirts à la gloire d'Ali Bongo et se réclamant originaires de la province du Haut-Ogooué, ont insulté, invectivé les « grands » et les maudissant, au motif qu'ils viennent, à travers cette déclaration, de trahir le pouvoir, qui jusqu'ici, était d'après eux, dans leurs mains. Une scène, à la fin de la déclaration, qui en dit long sur la profondeur de l'acte que vient de poser ceux qui se réclament des ancêtres altogovéens libres. ■